

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [ ], 5.6.2 [ ], 5.7.1 [ ], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Le décret notifié porte sur des déchets. Il énonce une interdiction de déversement pour diverses catégories de déchets.
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Projet de décret relatif à une interdiction de déversement à l'intérieur d'établissements pour des catégories désignées de déchets (Décret interdisant le déversement de déchets)
6.	Teneur: Ce décret énonce une interdiction de déversement pour 32 catégories de déchets. Cette interdiction prend effet pour une catégorie donnée de déchets dès qu'il existe une capacité d'incinération ou des possibilités de réutilisation suffisantes pour la catégorie en question. Des exemptions de l'interdiction sont prévues dans plusieurs cas, car une partie des déchets des catégories correspondantes ne peuvent pas être incinérés ni réutilisés, tels les déchets de construction et de démolition qui ne peuvent pas être réutilisés (Règlement sur les déchets de construction et de démolition non réutilisables et Règlement sur le logotype pour les déchets de construction et de démolition non réutilisables) et les agents de sablage qui ne peuvent pas être lavés (Règlement sur les agents de sablage qui ne peuvent pas être lavés). De plus, il est donné à l'autorité provinciale la possibilité d'accorder des exemptions de l'interdiction de déversement si certains critères sont remplis.

<p>7. Objectif et justification: Conformément à la directive 75/442/CEE du Conseil du 15 juillet 1975 relative aux déchets (JOCE n° L 194/39), les Etats membres prennent les mesures appropriées pour promouvoir la prévention de la production de déchets, la récupération des déchets par leur réutilisation et l'utilisation des déchets comme source d'énergie. Le Décret interdisant le déversement de déchets vise à promouvoir la réutilisation de déchets et, si cela n'est pas possible, leur incinération dans le cadre du processus de récupération d'énergie. Le déversement de déchets est considéré comme la méthode d'élimination des déchets la moins souhaitable pour plusieurs raisons: le déversement a des effets négatifs, par exemple la perte de matières premières disponibles en quantités limitées, l'émission de méthane (qui contribue à l'effet de serre), l'occupation permanente d'un espace limité et le fait que les décharges constituent une source potentielle de pollution des sols, ce qui nécessite d'interminables travaux de suivi. Ce principe de base est conforme à la proposition de directive relative au déversement de déchets (proposition du 5 mars 1997, XI/505-7/96). Le principe sous-tendant le décret est qu'une interdiction de déversement s'applique pour une catégorie donnée de déchets dès qu'une méthode supérieure d'élimination ou de réutilisation est disponible pour cette catégorie de déchets. Ces mesures sont justifiées à des fins de protection de l'environnement. Afin d'empêcher la pollution de l'environnement par des déchets pour lesquels une méthode d'élimination supérieure a été mise au point, il convient d'interdire le déversement des déchets en question.</p>
<p>8. Documents pertinents:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Loi sur la gestion de l'environnement (article 8.44) (précédemment notifiée - document 95/0004/NL entre autres);</li> <li>- Règlement sur les agents de sablage qui ne peuvent pas être lavés (notification prévue; dossier n° 396);</li> <li>- Règlement sur les déchets de construction et de démolition non réutilisables (notification prévue; dossier n° 393);</li> <li>- Règlement sur le logotype pour les déchets de construction et de démolition non réutilisables.</li> </ul>
<p>9. Date projetée pour l'adoption: 5 novembre 1997 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 6 novembre 1997</p>
<p>10. Date limite pour la présentation des observations: 4 novembre 1997</p> <p>Les Pays-Bas procéderont à la mise en oeuvre de la mesure envisagée après 45 jours si, entre-temps, aucune observation ni aucune demande de prorogation du délai n'a été présentée par d'autres Membres.</p>
<p>11. Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de télécopie d'un autre organisme:</p>